

Je tiens à lui dire que tous les Canadiens ne partagent pas son avis. A ce sujet, j'aimerais citer un autre extrait de l'éditorial:

...nombre de Canadiens s'en trouveront chagrinés et révoltés.

S'il en est ainsi, ce sera surtout parce que le premier ministre n'a consulté personne à ce sujet et parce qu'il a mal présenté sa proposition. On lit plus loin:

Ils ont de bonnes raisons...

Les citoyens du Canada.

...de s'irriter des tactiques de M. Pearson qui les menace d'une élection s'ils n'acceptent pas le modèle qu'il a choisi; il leur donne des armes pour le discréditer.

Je le répète, monsieur l'Orateur, nous devons aborder cette question avec une extrême modération et, au besoin, j'espère qu'on aura recours au droit de proposer des amendements avant la fin du débat afin d'en arriver, si possible, à une solution.

Pour ce qui est des observations du député de Bellechasse, je signalerai qu'il suffit de consulter le *Feuilleton* pour voir que la Chambre a adopté 41 mesures législatives. Il me semble, monsieur l'Orateur, que la population du Canada ne devrait pas y voir un indice d'obstruction. Il me semble en outre que si le débat dure longtemps parce que les députés choisissent de faire valoir leur point de vue, comme le premier ministre les a invités à le faire, ce ne serait pas non plus un indice d'obstruction.

La question du choix d'un drapeau, sauf erreur, n'était pas mentionnée dans le discours du trône. Je peux me tromper à cet égard, mais je crois que cela n'y figurait pas, même si c'était une promesse d'élection. Cela n'est pas de notre faute. Cela devient la faute du gouvernement si les travaux du pays et les choses que les Canadiens désirent souffrent d'obstruction. Ce n'est pas la faute de l'opposition.

Je me reporte encore une fois au compte rendu. Nous en sommes au point où nous n'avons plus aucune mesure législative à étudier pour le moment. Si les journaux canadiens parlent d'obstruction et dénigrent le Parlement pour expliquer ainsi la situation aux Canadiens, j'affirme qu'ils rendent un mauvais service au Parlement. S'ils prétendent que l'opposition fait obstruction au Parlement ou au gouvernement, j'affirme catégoriquement qu'ils sont dans l'erreur. De nombreux exemples passés nous montrent qu'ils se trompent.

Je demande au premier ministre de se souvenir des paroles de sir Winston Churchill et de les appliquer aux circonstances actuelles. Je ne me rappelle peut-être pas les termes exacts, mais je crois qu'il a dit, lors

du débat sur l'indépendance de l'Inde: «Je ne suis pas le premier ministre de la reine pour présider à la dissolution de l'empire». A mon sens, on devrait méditer ces paroles en songeant à la situation à laquelle nous faisons face actuellement.

J'estime qu'il reste assez de bon sens aux deux races fondatrices de notre grand pays pour que nous trouvions une solution à nos problèmes. Quels que soient les propos qui tiennent les politiciens et tous ceux qui cherchent à nous diviser, je crois que nous pouvons trouver, que nous trouverons les vertus des deux grandes races fondatrices qui se complètent l'une l'autre, au lieu de prêter l'oreille aux voix de la dissension qui s'élèvent de temps à autre pour tâcher de semer parmi nous la zizanie. Il vaut assurément mieux agir ainsi que de se permettre des mots amers comme ceux que nous entendons parfois. C'est pourquoi j'ai demandé aujourd'hui que l'on fasse preuve, au cours du présent débat, de toute la modération qu'on attend de la part de représentants élus à cette Chambre par la population.

Il n'y a pas longtemps que je siège dans cette enceinte, mais j'ai des idées assez anciennes pour croire que nous tirons tous avantage de notre apport à la vie des collectivités dont nous faisons partie, chacun dans sa province. Je crois aussi, monsieur l'Orateur, que lorsque nous apportons quelque contribution à notre patrie, nous en retirons des avantages.

Je pense que les milieux où l'on fait preuve de patience au Canada, de nos jours, sont beaucoup plus nombreux que ceux où l'on en manque. L'une des raisons qui m'ont poussé à lancer un appel à la modération au cours de ce débat, c'est que je ne voudrais pas voir se désintégrer les grands milieux où la patience est de mise, entraînant à leur suite la destruction de ce qui pourrait être en définitive l'unité que nous désirons tous. Un incident qui est arrivé depuis l'avènement de la situation actuelle et qui, à mon humble avis, pourrait entraîner la désintégration de ce secteur de patience, c'est un discours prononcé à Toronto et rapporté dans le *Telegram* de Toronto. Je regrette d'en ignorer la date exacte, mais je pense que c'est le 15 juin de cette année. Je voudrais lire cet article pour qu'il soit consigné au compte rendu, parce que j'estime qu'il s'agit là d'un exemple frappant de ce que je dis. L'article est intitulé «Condamnation des propos à double-sens des conservateurs-progressistes» Je cite:

M. Lamontagne, secrétaire d'État, a accusé les conservateurs d'empêcher l'unité canadienne en faisant des déclarations à double entente sur la question du drapeau.

«Le parti conservateur s'exprime avec deux voix; l'une vient de la province de Québec, l'autre du